

## AGORA

Pour une responsabilité éditoriale à l'égard de la langue

Page B 4



## SPORTS

Au tour de Béliveau de passer à la vente aux enchères

Page B 6

CAHIER  
B

# LE MONDE

## Américain malgré lui

Un simple permis de conduire amène l'inscription d'un jeune Canadien sur les listes militaires

GUY TAILLEFER

Le président George W. Bush a beau l'avoir nié pendant la dernière campagne électorale, reste que la possibilité, même lointaine, que la conscription soit rétablie fait des inquiets aux États-Unis. Voici maintenant que même des étudiants canadiens tombent, à leur corps défendant, dans les filets de l'oncle Sam.

Dans plus de trente États, un jeune homme qui obtient son permis de conduire est automatiquement enregistré au Selective Service System (SSS), l'organisme gouvernemental qui, en vue d'une hypothétique conscription, tient à jour la liste des Américains en âge d'être incorporés à l'armée. Il se trouve que cette mesure expose aussi des étudiants étrangers à se voir inscrits d'office sur la liste. Revient ensuite à ces étudiants étrangers l'embêtante tâche de prouver qu'ils ne sont pas citoyens américains, avec, à la clé, la menace d'être éventuellement conscrits s'ils ne peuvent fournir les documents appropriés.

C'est arrivé à Simon Gravel, un Montréalais âgé de 25 ans qui prépare depuis deux ans un doctorat en physique à l'université Cornell, à Ithaca, dans l'État de New York. Il a fait une demande de permis de conduire en octobre dernier pour recevoir quelques semaines plus tard une carte d'enregistrement du SSS. Alarmé, il a ensuite téléphoné au SSS, dont le centre de gestion est à Chicago, pour se faire expliquer, «sur un ton un peu menaçant», qu'à moins de pouvoir faire la preuve qu'il n'était pas citoyen américain, il pourrait être envoyé à la guerre en cas de conscription.

Il lui a fallu envoyer une copie de son passeport canadien et la preuve qu'il était étudiant étranger (le formulaire I-20) avant que l'organisme ne le raye de la liste. L'incident prête à ironie: les États-Unis seraient-ils à ce point à court de soldats en Irak qu'il leur faille maintenant mettre le grappin sur les jeunes Canadiens qui étudient dans les universités américaines? On peut supposer que des milliers d'étudiants étrangers se sont retrouvés dans la même situation que Simon Gravel. «J'en ai parlé autour de moi: plusieurs étudiants étrangers, et pas uniquement canadiens, se sont retrouvés inscrits, en demandant soit un permis de conduire, soit une carte d'identité», dit-il.

Dan Amon, porte-parole du SSS, trouve «anormal» que M. Gravel ait été inscrit, mais reconnaît que ce n'est pas la première fois qu'il a vent de ce genre de situation. Le formulaire de demande de permis de conduire comprend pourtant une case que les demandeurs qui ne sont pas citoyens américains peuvent cocher pour échapper à la liste du SSS. Le fait que l'État de New York inscrive les jeunes d'office, avance M. Amon, aura fait passer cette petite case entre les mailles du filet de la bureaucratie américaine. La conscription comme telle a été supprimée aux États-Unis dans la foulée de la guerre du Vietnam. L'exigence d'enregistrement, que les autorités américaines présentent comme une «police d'assurance» pour le cas où la conscription serait jugée nécessaire, a été rétablie en 1980 par l'ancien président Jimmy Carter après l'invasion soviétique de l'Afghanistan. M. Amon assure que l'inscription accidentelle de citoyens étrangers n'a rien à voir avec les préoccupations sécuritaires nées des attentats du 11 septembre 2001. Quelque 14 millions de jeunes, âgés de 18 à 25 ans, sont enregistrés sur la liste du SSS.

Pendant la dernière campagne présidentielle, le président Bush a été accusé par le candidat démocrate, John Kerry, d'envisager le rétablissement de la conscription. Selon M. Gravel, l'inquiétude qu'elle le soit est vive sur le campus de Cornell. L'établissement d'une liste de recrues est destiné, indiquent les documents du SSS, à empêcher que des jeunes Américains puissent éviter indûment l'incorporation, comme ce fut le cas dans les années 60, et à rendre plus équitable un éventuel processus de conscription. Si le service militaire était aujourd'hui rétabli aux États-Unis, disent encore ces documents, il fonctionnerait en vertu d'un système de loterie et réduirait le nombre de raisons qui peuvent être évoquées pour éviter d'être envoyé au front.

Le Devoir

### EN BREF

#### Annan a été entendu

New York — Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, a été entendu à deux reprises l'an dernier par la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur une affaire de corruption dans le cadre du programme Pétrole-contre-Nourriture en Irak, a reconnu hier Fred Eckhard, porte-parole de l'ONU. Annan a nommé Paul Volcker, ancien président de la Réserve fédérale américaine, à la tête de cette commission d'enquête. — Reuters



Le Pentagone vient de proposer de faire évoluer le rôle des troupes américaines des missions de combat vers des missions de formation des forces de sécurité et soldats irakiens.

L'armée américaine prévoit maintenir 120 000 soldats

## Pas de réduction de troupes en Irak avant la fin de 2006

L'opération devrait coûter plus de 100 milliards pour la seule année 2005

L'armée de terre américaine prévoit maintenir en Irak jusqu'à la fin de l'année 2006 quelque 120 000 soldats, soit presque autant qu'actuellement, selon son responsable-adjoint des opérations militaires, le général James Lovelace, cité hier par la presse américaine.

Cela représente «l'option la plus probable», a déclaré le général Lovelace au Washington Post et au New York Times.

Le niveau précis des effectifs en Irak, actuellement d'environ 150 000 hommes (issus des armées de l'air et de terre et du corps des marines notamment), sera décidé par le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, en fonction des recommandations des commandants sur le terrain, qui se basent sur l'évolution de la situation sécuritaire, a ajouté l'officier.

Les coûts de l'opération en Irak, envahi par l'armée américaine en mars 2003, devraient dépasser 100 milliards de dollars pour la seule année 2005, rappelle le New York Times. Des responsables de l'administration Bush ont, pour leur part, indiqué hier que la guerre en Irak coûte aux contribuables américains 4,7 milliards par mois et celle en Afghanistan 800 millions. Ces chiffres sont une moyenne sur les 18 derniers mois, ont indiqué ces responsables, qui s'exprimaient sous le couvert de l'anonymat. La Maison-Blanche a demandé hier un collectif budgétaire de 80 milliards, dont 75 milliards pour financer les opérations militaires dans ces deux pays.

Un membre démocrate de la commission du budget à la Chambre des représentants, John Spratt, a déclaré lundi que l'administration Bush devrait réclamer au Congrès une enveloppe supplémentaire d'environ 80

milliards pour financer les opérations en Irak et en Afghanistan. L'administration devrait annoncer très prochainement le montant de l'enveloppe qu'elle souhaite. M. Spratt a indiqué qu'au total, les démocrates évalueraient à 356 milliards le «coût réaliste de la guerre» sur la période 2005-2014. L'administration Bush a déjà obtenu du Congrès 75 milliards en mai 2003, 87 milliards en octobre 2003 et un budget supplémentaire de 25 milliards en juillet dernier pour financer les opérations en Irak et en Afghanistan.

L'opinion publique américaine semble de moins en moins encline à soutenir la poursuite de l'intervention en Irak

### Changement de rôle

Le Pentagone vient de proposer de faire évoluer le rôle des troupes américaines des missions de combat vers des missions de formation des forces de sécurité et soldats irakiens, actuellement de quelque 120 000 hommes, selon les chiffres du ministère américain de la Défense. A terme, plusieurs milliers de soldats seraient appelés à se consacrer au renforcement de la formation des forces irakiennes et à la restauration de la confiance au sein de ces troupes.

L'administration Bush est sous pression pour trouver le moyen de rapatrier les quelque 150 000 soldats déployés en Irak, alors que l'opinion publique aux États-Unis semble de moins en moins encline à soutenir la poursuite de l'intervention, qui a fait près de 1400 morts chez les Américains.

Selon des informations des agences américaines de renseignement citées par le New York Times, le gouvernement irakien qui sera issu du scrutin de dimanche va rapidement appeler à la publication d'un calendrier de retrait des forces américaines.

Dans une tribune publiée hier par le Washington

Post, les anciens chefs de la diplomatie américaine, Henry Kissinger et George Shultz, estiment que l'établissement d'un calendrier de retrait des troupes américaines en Irak serait dangereux, car il risquerait d'entraîner une guerre civile. Soulignant que le débat sur l'Irak prend un nouveau tournant avec les élections du 30 janvier, ils soulignent qu'une stratégie de retrait doit être basée sur un objectif réalisable et non sur une date limite arbitraire.

### Services dans les prisons

La torture est monnaie courante dans les prisons irakiennes, a accusé hier l'organisation Human Rights Watch, pour qui ces pratiques rappellent la dictature de Saddam Hussein. HRW assure que des prisonniers ont été frappés avec des câbles et des tuyaux, qu'ils ont reçu des électrochocs sur les oreilles et les parties génitales. Certains ont été privés de nourriture ou d'eau.

«Le peuple irakien s'était vu promettre quelque chose de mieux après la chute du gouvernement de Saddam Hussein», a déclaré Sarah Leah Whitson, directrice exécutive de la division Proche-Orient et Afrique du Nord de Human Rights Watch. «Le gouvernement intermédiaire irakien ne tient pas ses promesses de respect des principes de base des droits de l'homme. Malheureusement, le peuple irakien continue de souffrir par la main d'un gouvernement qui agit en toute impunité dans son traitement des détenus.»

Le ministre irakien des Droits de l'homme, Bakhtiar Amin, a reconnu que des abus avaient été commis et il a ajouté qu'il faudrait du temps aux forces irakiennes pour changer de comportement après des années de dictature sous Saddam Hussein.

Agence France-Presse et Reuters

Le nord semble déjà sécurisé

## Les policiers palestiniens se déploieront dans le sud de Gaza



Des soldats étaient en patrouille hier près de Tulkram.

Gaza — Des responsables israéliens et palestiniens se sont mis d'accord hier soir sur un déploiement des forces de sécurité palestiniennes dans le sud de la bande de Gaza, d'ici à demain, destiné à empêcher les attaques anti-israéliennes dans ce secteur.

«Les forces de sécurité palestiniennes devraient se déployer dans le sud de Gaza dans les deux jours», a déclaré un responsable de la sécurité palestinienne, à l'issue d'une réunion entre le commandant de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, le général Aviv Kochavi, et le chef des services de sécurité palestiniens à Gaza, Moussa Arafat, au terminal d'Erez, dans le nord du territoire.

Les détails de ce déploiement seront mis au point aujourd'hui lors d'une nouvelle réunion, a précisé ce responsable sous couvert de l'anonymat.

Un déploiement de quelque 2000 membres des forces palestiniennes a déjà eu lieu il y a cinq jours, dans le nord de la bande de Gaza, conformément aux ordres du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et semble avoir eu pour résultat de réduire sensiblement les attaques dans ce secteur.

L'accord prévoit aussi permettre à un certain nombre d'ouvriers palestiniens de se rendre dans la zone industrielle d'Erez pour y travailler, mais aucun chiffre n'a été communiqué dans l'immédiat.

Parallèlement, le premier ministre Ahmad Qoreï,

ABED OMAR QUSINI REUTERS

VOIR PAGE B 2: GAZA

LE MONDE

GAZA

SUITE DE LA PAGE B 1

qui doit rencontrer demain à Ramallah le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Proche-Orient, William Burns, en tournée dans la région, a critiqué la reprise, lundi, de l'édification de la barrière controversée en Cisjordanie.

«Nous déployons 100 % d'efforts en vue d'un cessez-le-feu, mais Israël nous répond avec ce message sur les colonies et le mur», a-t-il ajouté.

Le porte-parole de l'Autorité palestinienne, Nabil Abou Roudeina, a de son côté accusé Israël d'ériger des obstacles aux efforts des Palestiniens en vue d'un cessez-le-feu.

La visite de M. Burns survient alors que M. Abbas a fait souffler un vent d'optimisme en donnant l'ordre, mi-janvier, d'empêcher les attaques contre Israël et a laissé entrevoir l'imminence d'un cessez-le-feu accepté par tous les groupes armés palestiniens.

Le dirigeant palestinien doit, par ailleurs, effectuer, à partir de demain, son premier voyage à l'étranger depuis son élection et se rendre successivement en Égypte via la Jordanie, puis en Turquie et en Russie, afin d'amener ces pays à exercer des pressions pour qu'Israël accepte des concessions en échange de la trêve.

Selon le journal Maariv, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) est prête à racheter pour 9 millions les serres du Goush Katif, principal bloc d'implantations de la bande de Gaza, dans le cadre d'un plan de développement agricole au profit des Palestiniens.

En vertu de son plan de désengagement, Israël doit se retirer totalement de la bande de Gaza en 2005 à partir de juin, ainsi que de quatre petites colonies isolées dans le nord de la Cisjordanie.

Sur le terrain, le corps d'un Palestinien, tué par des tirs de soldats israéliens, a été retrouvé hier aux abords de la ville de Gaza. La victime âgée de 17 ans, était apparemment un dérangé mental. Son décès porte à 4717 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada en septembre 2000, dont 3662 Palestiniens et 981 Israéliens.

Agence France-Presse

Le cinquième Forum social mondial débute aujourd'hui

L'« autre monde » à l'âge de la maturité

ALEXANDRE SHIELDS

Alors que le cinquième Forum social mondial (FSM) débute aujourd'hui à Porto Alegre, au Brésil, certains participants affichent leur volonté de voir la rencontre annuelle se convertir en une force politique plus traditionnelle. Après avoir amplement dénoncé le néolibéralisme et ses méfaits, les altermondialistes doivent désormais construire une alternative crédible à l'économie triomphante, ce qui équivaudrait au passage à la maturité pour un événement qui gagne chaque année en popularité.

La progression de la gauche en Amérique du Sud pourrait d'ailleurs inspirer la centaine de milliers de tenants d'un « autre monde » réunis au Brésil jusqu'au 31 janvier. «L'Amérique latine est balayée par un vent de transformations politiques sans précédent», explique le directeur de l'organisme Alternatives, Pierre Beaudet. On peut maintenant parler de développement économique et social progressiste. C'est très encourageant.

Il cite en exemple l'Uruguay, qui a élu un gouvernement de gauche pour la première fois de son histoire en novembre dernier. Le pays rejoignait ainsi la mouvance politique progressiste qui fait sa marque depuis quelques années à travers le cône Sud.

Mais pour s'inscrire en véritable contre-pouvoir, le FSM doit permettre de développer un mouvement politique international, selon le porte-parole de l'Union des forces progressistes (UFP), Amir Khadir. «Est-ce qu'on doit continuer de réclamer des actions de la part des pouvoirs publics? Je ne crois pas, parce que l'État n'aura bientôt plus les moyens d'assurer sa souveraineté dans une foule de domaines», affirme celui qui était au Forum tenu à Bombay l'an dernier. Il faut donc proposer un autre cadre politique planétaire, une sorte d'internationale qui réclamerait le pouvoir pour les citoyens.

Cette avenue est toutefois impossible à envisager pour le directeur de l'Observatoire des Amériques, Dorval Brunelle. «Le FSM ne peut pas devenir un acteur poli-



MARIANA BAZO REUTERS

Le camp des jeunes a été installé à Porto Alegre.

tique, parce qu'il n'aurait aucune légitimité. Je ne pense pas non plus que ce soit son rôle. Il a plutôt été créé pour faciliter l'émergence de débats, soutient-il. Comme les débats publics ne se font plus dans les parlements, le Forum pourrait devenir ce lieu de débats. Ce principe d'« agora ouverte » est d'ailleurs au cœur des principes de la rencontre annuelle depuis ses débuts.

Pour permettre ces dialogues autour de sujets mieux définis que par le passé, le programme du FSM 2005 a été revu. Quelque 11 espaces thématiques vont encadrer l'ensemble des activités. Ces thèmes vont de la militarisation à la défense de la diversité culturelle, en passant par les alternatives démocratiques et la construction d'une résistance populaire. Un programme encore très vaste pour une rencontre d'à peine six jours.

Créer le précédent

Même si le Forum attire surtout des militants, les intervenants rencontrés refusent de le réduire à un rassemblement de « convaincus ». «À Bombay, il y avait beaucoup de paysans et de simples citoyens, se rappelle Amir Khadir. En Inde, la classe politique et le milieu des affaires font l'apologie de la mondialisation néolibérale. Plusieurs citoyens entendaient donc un contre-discours pour la première fois. C'était un outil de sensibilisa-

tion et de conscientisation important.»

Et le rendez-vous, qui se tient chaque année à la même période que le Forum économique mondial de Davos, a permis d'affiner la critique au capitalisme, selon le directeur d'Alternatives. «De 2001 à 2005, le développement des discussions a été spectaculaire. D'autant plus qu'il n'y avait aucun précédent à ce type de rencontre. Mais il faudrait songer à tenir le FSM en Afrique, pour réfléchir aux problèmes du continent le plus pauvre du globe». Les organisateurs prévoient justement de se poser sur ce continent en 2007.

Depuis la naissance du FSM, une multitude d'autres rendez-vous du genre ont déjà essaimé sur la surface du globe. «Les forums régionaux et nationaux ont foisonné depuis 2001. Le Forum social européen est très important et un Forum social des Amériques est né l'été dernier», explique Dorval Brunelle. Même si les résultats tangibles tardent, le happening de l'« autre monde » servirait aussi d'élément rassembleur pour ses participants, dispersés dans plus de 150 pays. «La mouvance altermondialiste qui manifestait bruyamment dans les rues s'est passablement essouffée, avance le responsable des relations internationales pour la Centrale des syndicats nationaux, Jacques Létourneau. Même si Porto Alegre ne change pas le monde, les gens qui y vont sentent que leur critique du capitalisme n'est pas marginale. Ils en reviennent gonflés à bloc.»

«Les forums régionaux et nationaux ont foisonné depuis 2001

Chirac et Blair en entrée

Le Forum de Davos démarre aujourd'hui

Davos — Le Forum économique mondial de Davos ouvre ses portes aujourd'hui avec, en vedette, les dirigeants britannique et français, Tony Blair et Jacques Chirac, qui devraient mettre l'accent sur la solidarité mondiale à l'heure du tsunami et des changements climatiques.

Jacques Chirac, premier chef d'Etat français à participer au grand rendez-vous annuel du gotha mondial de l'économie et de la politique, va tenter de convaincre un auditoire a priori sceptique du bien-fondé de son initiative encore très controversée de contribution internationale en faveur du développement des pays pauvres.

Le président français fera des «propositions concrètes» à ce sujet, a-t-on indiqué dans son entourage. L'Elysée n'a pas dévoilé lesquelles, mais Chirac devrait choisir parmi un éventail de solutions telles une taxe sur les gaz à effet de serre ou les transactions financières, sur les passages dans les détroits maritimes, les billets d'avion ou les achats par carte de crédit. Cette idée est soutenue par le Brésil, l'Espagne, le Chili et une centaine d'autres pays, mais les États-Unis y sont fermement opposés.

Tony Blair ouvrira officiellement les travaux dans l'élégante station de ski des Grisons (est de la Suisse) avec un discours consacré à l'Afrique et aux changements climatiques. Londres a fait de ces thèmes ses priorités pour sa présidence annuelle du G8, qui culminera lors du sommet du G8 en Ecosse en juillet.

Son ministre des Finances, Gordon Brown, a lancé, ce mois-ci, l'idée d'un «plan Marshall» pour

l'Afrique qui prévoit un doublement de l'aide au développement à 76 milliards d'euros par an et l'annulation de 80 milliards de dollars de dettes des pays pauvres envers les institutions financières internationales.

Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, le président de la Commission européenne, José Manuel Durao Barroso, et le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, seront présents. Les présidents du Nigeria et de l'Afrique du Sud, Obasanjo et Mbeki, se déplaceront aussi.

Contrairement aux années précédentes, aucun ténor de l'administration américaine n'a confirmé sa venue. John Kerry, le rival malheureux de George Bush, sera à Davos, ainsi que l'ancien président Bill Clinton, chargé par son successeur de réunir des fonds pour les victimes du tsunami.

Le Forum accueillera des nouveaux venus, comme le président palestinien, Mahmoud Abbas, et Viktor Iouchtchenko, le nouveau président ukrainien.

Le nouveau président palestinien, Mahmoud Abbas, sera demain et vendredi au Forum. Le vice-premier ministre israélien, Shimon Peres, et le chef de la diplomatie, Silvan Shalom, participeront vendredi à une table ronde sur la relance du processus de paix, mais la venue de M. Abbas à cet événement n'est pas confirmée.

Les opposants au Forum ont, quant à eux, annoncé de nouvelles manifestations en Suisse, aujourd'hui à Berne et à Bienne, en plus de celles qui étaient déjà prévues, à Davos et à Bâle, samedi.

Agence France-Presse



PASCAL LAUENER REUTERS

Le centre des congrès de Davos a été décoré pour recevoir les participants, hier.

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS. Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

MOTS CROISÉS. 1. Petit ver. 2. Prière récitée par le célébrant. 3. Construction flottante. 4. Cri. 5. Chlore. 6. Au milieu des eaux. 7. Ustensile de pêche en mer. 8. Erbum. 9. Fleuve d'Irlande. 10. Instrument de dessinateur. 11. Vent. 12. Contaire au bien.

Solution d'hier. Baryum. Café. - Richeesse. - Vrai. - Amie (Litt.). - Télémon. - Chamois. - Article. - Fait un voeu. - Bourricot. - Étain. - État d'anxiété. - Trou mural. - Agace. - Exagération. - Possédé. - Cité de la basse Mésopotamie. - Friction douce de la peau avec une pomme. - Petit anneau. - Original.

APPELS DE SOUMISSIONS. Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-Québec en visitant le site Internet de l'entreprise : www.hydro-quebec.com/soumissionnez

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE. AVIS est par la présente donné que 6125999 CANADA INC., un corps politique d'impôt incorporé selon la Loi, ayant eu son bureau chef et principale place d'affaires au 3637, boul. Crémazie Est, bureau 1215, Montréal (Qc), a déposé une cession le 18 janvier 2005 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 15 février 2005 à 10 h 30, au bureau du syndic, 1, Westmount Square, bureau 925, Montréal (Qc), (514) 932-4115.

Avis public Montréal. ALIÉNATION DE BIENS. AVIS PUBLIC est donné, en vertu des articles 28 et 29 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), que la Ville de Montréal a autorisé l'aliénation de biens d'une valeur supérieure à 10 000 \$, autrement que par enchères ou soumissions publiques, au cours de décembre 2004 : Vente, à la compagnie 9122-1937 Québec inc., à des fins d'assemblage, d'un terrain situé à l'ouest de la rue Maurice-Séguin, entre les rues Montesquieu et Émilie-Du Châtelet, d'une superficie de 23 596,85 pi², constitué du lot 2 639 253 du cadastre du Québec, pour la somme de 106 185 \$.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE BEAUHARNOIS NUMÉRO: 760-43-00043-043 COUR DU QUÉBEC. AVIS DE CHANGEMENT DE NOM AUX CRÉANCIERS ET DÉBITEURS. AVIS est donné qu'en date du 31 décembre 2004, le syndicat corporatif PIERRE LEMIEUX SYNDIC INC. a changé son nom en celui de LEMIEUX POMERLEAU & ASSOCIES INC.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTREAL NO: 700-22-011519-047 COUR DU QUÉBEC. AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION. PRENEZ AVIS que la compagnie C.G.M. QUÉBEC INC. demandera au registraire des entreprises, la permission de se dissoudre.

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE. AVIS est par la présente donné que ENTREPRISES CLEM HERSCHIED INC., un corps politique d'impôt incorporé selon la Loi, ayant eu son bureau chef et principale place d'affaires au 3875A, boul. St-Jean, Dollard-Des-Ormeaux (Qc), a déposé une cession le 13 janvier 2005 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 9 février 2005 à 9 h 30, au bureau du syndic, 1, Westmount Square, bureau 925, Montréal (Qc), (514) 932-4115.

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE. Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard. Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi. Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi.

Environnement Canada Montréal. Prévisions météo. Aujourd'hui: Faible neige passagère max -13. Ce soir: Déjà min -24. Jeudi: Ensoleillé max -17, min -24. Vendredi: Ensoleillé max -11, min -23. Samedi: Ensoleillé max -5, min -13.

La météo en un clin d'œil. Hier Normales: Max: -9, Min: -22, Précip: 1.6 mm. Aujourd'hui: Max: -9, Min: -13.2, Précip: 1.6 mm.

Canada. St. John's -1-4, Halifax -10/-19, Ottawa -12/-17, Toronto -9/-12, Winnipeg -17/-21, Edmonton -10/-17, Regina -1/-8, Vancouver 10/6, Whitehorse -13/-19, Yellowknife -18/-22. Le monde. New York 2/-7, Chicago 0/-1, Atlanta 18/3, Miami 22/5, Los Angeles 17/14, Rio de Janeiro 99/99, Amsterdam 2/0, Moscou -6/-8, Paris -11/-4, Sydney 26/21.

## LE MONDE

Auschwitz, 60 ans plus tard

## Le camp de la mort industrielle

ANNETTE LEVY-WILLARD  
MARC SEMO

Libéré par les Soviétiques le 27 janvier 1945, Auschwitz-Birkenau fut le plus important des camps d'extermination nazis. Dans ce complexe de la mort industrielle installé près de la petite ville polonaise d'Oświęcim, furent tués, selon les calculs de l'historien Franciszek Piper, quelques 1,1 millions de personnes, dont 960 000 juifs, 75 000 Polonais, 21 000 Tziganes et 15 000 prisonniers de guerre soviétiques. Ces chiffres font aujourd'hui consensus parmi les historiens. Comme l'écrit Annette Wierwinka: «Auschwitz désigne désormais par métonymie la Shoah». Le camp représentait le pilier du système de meurtre industriel qui comptait d'autres camps d'extermination (Treblinka: 750 000 victimes, Belzec: 550 000, Sobibor: 200 000, Chelmno: 150 000, Majdanek: 50 000). Ces camps d'extermination étaient différents des camps de concentration où furent déportés par centaines de milliers les ennemis du régime et les résistants. La singularité de la «solution finale», qui tua de cinq à six millions de juifs ainsi que 200 à 400 000 Tziganes, fut effacée sinon niée, dès l'après-guerre et jusque dans les années 60.

Quand les nazis ont-ils décidé d'exterminer les juifs?

La plupart des historiens estiment que «la solution finale à la question juive» fut officiellement décidée le 20 janvier 1942 lors de la conférence de Wannsee, près de Berlin. C'est peu à peu que le projet d'extermination s'était élaboré. «Il était potentiellement présent dès les années 20 dans l'esprit d'Hitler, même s'il ne pouvait être perpétré que dans des circonstances particulières», raconte l'historien Florent Brayard, soulignant que c'est «seulement dans les premiers mois de 1942, après différents arbitrages, que les dirigeants nazis sont passés d'un projet d'extinction politique du judaïsme européen à plus ou moins long terme, à un projet d'extermination à l'échelle d'un an». Les nazis avaient d'abord pensé forcer les juifs à émigrer hors d'Europe — mais aucun pays n'acceptait de les



Des prisonniers ayant survécu au camp d'Auschwitz.

AUSCHWITZ MUSEUM

accueillir. Ils avaient ensuite étudié la possibilité de déportations forcées à Madagascar. Après l'occupation de la Pologne, ils commencèrent à les placer dans des «réserves» et des ghettos. Mais ces solutions leur semblaient insuffisantes, notamment après l'invasion, en juin 1941, de l'Union soviétique. «1942 a été l'année la plus tragique pour le judaïsme européen», souligne Florent Brayard. Plus de la moitié sans doute des 5 à 6 millions de victimes furent exterminés dans les camps, les ghettos ou sous les balles.

Comment cette politique fut-elle mise en œuvre?

Au moins un million de juifs ont été tués de façon «artisanale» par les Einsatzgruppen, les «équipes mobiles de tueries» qui suivaient l'armée allemande dans sa progression, liquidant systématiquement les populations juives. Mais ces massacres au fusil et à la mitrailleuse posaient des problèmes de «rentabilité». Durant l'été 1941, les nazis commencèrent à convertir des camions en chambre à gaz, en utilisant le gaz d'échappement. Puis, ils créèrent en Pologne, dans les camps de Chelmno puis de Belzec, des installations permanentes pour le gazage au monoxyde carbone.

Jusqu'à «régional», le génocide devint, après Wannsee, systématique dans tous les territoires contrôlés par le Reich. «La solution finale procéda par étapes échelonnées dont chacune résulta de décisions prises par d'innombrables bureaux au sein d'une vaste machine administrative», écrit Raul Hilberg dans sa somme incontournable sur la destruction des juifs d'Europe. Pays par pays, il fallut d'abord identifier les juifs, puis les rassembler, les déporter et enfin les assassiner. Le système fonctionna jusqu'au bout, s'acharnant à faire arriver les convois de déportés et à faire marcher les chambres à gaz alors même que le Reich s'effondrait.

Comment se faisait l'extermination?

Les premières chambres à gaz de Birkenau fonctionnèrent à partir de juillet 1942. Les cadavres étaient alors encore brûlés dans des charniers à ciel ouvert. Le rythme des tueries s'accéléra et, au printemps 1943, quatre nouveaux ensembles de chambres à gaz — avec des fours crématoires adjacents — furent construits par la société Kopf qui en avait obtenu le marché. Les nouveaux arrivants étaient rapidement triés. Hommes et femmes en

état de travailler partaient pour Auschwitz I ou III. Tous les autres, enfants, vieillards, malades, femmes avec enfants, tous ceux qui ne passaient pas la «sélection», étaient tués immédiatement. Les SS «traisèrent» parfois jusqu'à 20 000 personnes par jour. Les arrivants se déshabillaient, puis sous les coups fonçaient vers ce qu'on leur disait être des salles de douche. Ils étaient enfermés dans ces pièces hermétiquement closes où étaient déversés des cristaux de Zyklon-B qui les asphyxiaient en quelques minutes dans d'atroces souffrances. Les Sonderkommandos, des groupes de déportés juifs forcés à cette besogne et régulièrement éliminés, vidaient les chambres à gaz puis brûlaient les cadavres dans les crématoires, après avoir récupéré les cheveux ainsi que les dents en argent ou en or, métaux précieux qui devaient servir l'effort de guerre du Reich. Ce meurtre industriel de masse reste sans images, à part des dessins de déportés, quelques photos éloignées prises par un SS et d'autres, clandestinement, par des prisonniers. Certains hommes des Sonderkommandos ont réussi à tenir des journaux, retrouvés dans les cendres d'Auschwitz.

Libération

EN BREF

## 228 000 morts ou disparus après le tsunami

Djakarta — Le dernier bilan du ministère indonésien de la Santé faisait état hier d'un total de 228 164 personnes décédées ou disparues après le tsunami du 26 décembre dans le nord de l'île de Sumatra. Selon la cellule de crise du ministère, 95 992 corps ont été retrouvés et inhumés et 132 172 personnes sont portées disparues. — Reuters

du Tyneside, dans le nord-est de l'Angleterre, que la jeune femme avait empruntée pour se rendre à son travail quand elle a été arrêtée en décembre 2003. — Reuters

## Darfour: La crise humanitaire s'apaise

Genève — La crise humanitaire au Darfour semble s'apaiser et tuer moins de personnes, a déclaré hier un haut responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Même si des informations complémentaires ne sont pas encore connues, il y a des signes qui montrent que le nombre de personnes mourant de faim ou de maladies infectieuses parmi les 1,5 million de réfugiés a chuté sensiblement, a fait savoir le responsable de la cellule de crise de l'OMS, David Nabarro. «Le genre d'informations que je reçois sur l'approvisionnement en eau, sur le système sanitaire et les services de santé signifient que le nombre de morts aurait baissé», a-t-il déclaré. «Nous sommes presque certainement descendus au seuil limite d'une crise humanitaire.» Le nombre de morts est probablement passé à moins de 5000 par mois alors qu'en octobre l'OMS avait estimé que 70 000 personnes étaient mortes de maladies ou de malnutrition depuis mars. — Reuters

## Sarkozy devance la gauche

Paris — Nicolas Sarkozy devance tous les candidats potentiels de gauche au premier tour de l'élection présidentielle de 2007, selon un sondage Ifop pour Paris Match publié hier. De plus, face à Hollande, Jack Lang et Fabius, le nouveau président de l'UMP obtiendrait des meilleurs scores que Chirac qu'il battrait lors d'une éventuelle primaire à droite. Dans ce cas de figure, Nicolas Sarkozy recueillerait 25 % des suffrages, soit huit points de plus que Jacques Chirac. Au premier tour, face à la gauche, Nicolas Sarkozy obtiendrait 32 % contre le premier secrétaire du PS, 33 % contre l'ancien ministre de la Culture et 34 % face à Laurent Fabius alors que le chef de l'Etat ne recueillerait, opposé à François Hollande, que 28 %, et 27 % face aux deux autres dirigeants socialistes. — AFP

## La pomme de discorde

Londres — La police britannique a mobilisé un avion d'observation, un hélicoptère et une voiture de patrouille équipée d'une caméra pour rassembler les preuves nécessaires à la condamnation d'une jeune femme, présumée coupable d'avoir mangé une pomme en conduisant, rapportent les médias locaux. Après plus d'un an de procédures, neuf audiences et un procès qui aura duré plus de deux heures, Sarah McCaffery, une puéricultrice de 23 ans, a été condamnée lundi à une légère amende. La police a utilisé des moyens aériens et terrestres pour filmer les conditions de circulation qui régnaient sur une route

## Report d'une exécution prévue en Nouvelle-Angleterre

New York — Un juge américain a décidé de permettre de nouveaux examens psychiatriques sur le tueur en série Michael Ross, reportant sine die l'exécution du meurtrier, prévue aujourd'hui et qui aurait été la première à se dérouler en Nouvelle-Angleterre en 45 ans. Le juge fédéral Robert Chatigny, président du tribunal de Hartford (Connecticut, nord-est), a justifié sa décision par la nécessité de déterminer si Ross, 45 ans, qui a renoncé à faire appel contre sa propre exécution, est en possession de ses facultés mentales, a expliqué le bureau du juge. — Reuters

Téléphone: 985-3322  
Télécopieur: 985-3340

## LES PETITES ANNONCES

Courriel:  
petitesannonces@ledevoir.com

## AVIS DE DÉCÈS

I • N • D • E • X  
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL  
100 • 150 Achat-vente-échange  
160 • 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL  
200 • 250 Achat-vente-échange  
251 • 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES  
ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

103  
CONDOMINIUMS  
ET COPROPRIÉTÉS103  
CONDOMINIUMS  
ET COPROPRIÉTÉS

**LES LOFTS DU PALAIS**  
Immeuble ancestral datant de 1856  
Murs de briques • Plancher bois  
franc et céramique • Foyer au  
gaz • Climatisation • Ascenseur  
• Mezzanine • Haut plafond  
Visite libre  
15, Notre Dame Ouest  
dimanche 14 h - 16 h  
Infos 514 524 8105 André J. Seindon  
514 374 4001 Michel Bouchard

101  
PROPRIÉTÉS À VENDRE101  
ESTRIE

**VILLAGE MONKLAND**  
Résidence unique en plein cœur  
du Village Monkland. Cette  
remarquable propriété de  
N.D.G., photographiée dans des  
magazines de décor, a été totale-  
ment rénovée et convertie en  
une résidence de luxe exceptionnelle.  
Cette maison de rêve est  
vendue meublée. Environ 5500  
p2 répartis sur 3 étages incluant  
un demi-sous-sol. Terrasse d'en-  
viron 750 pi sur le toit. Peut aussi  
être utilisée en duplex ou  
convertie en 3 condominiums  
d'environ 1840 pi chacun. Prix:  
1 150 000\$

**MONT SUTTON**  
Propriété privée sur un site en-  
chanteur d'environ 7,3 acres,  
située à 5 minutes de marche  
du centre-ville et à 5 minutes  
de voiture du Mont Sutton.  
- 2 chalets  
- Un étang pour la baignade,  
alimenté par 2 ruisseaux  
- Un pont en bois  
- Et plus  
- Prix: 750 000 \$  
TÉL: 1 450 538-3499  
Faites une visite virtuelle à  
www.suttonchalet.com

450-538-3499  
Faites une visite virtuelle à  
www.residencesmonkland.com

**STE-DOROTHÉE - LAVAL**  
3 m. Autoroute 13  
Cott. luxueux, 4 c.c., 3 s. de b.,  
dînette, s. familiale, 2 garages, a.c.  
Accès bord de l'eau. 450 000\$.  
450-969-0101 450-969-1000

103  
CONDOMINIUMS  
ET COPROPRIÉTÉS

**AHUNTSIC - 10810 Grande-Allée**  
28 de duplex, 1825 p.c.  
Cachet d'origine. Boiserie,  
boyer sculpté, portes avec vitrail,  
le tout en chêne. Solaire.  
Stationnement. Ligne.  
319 000\$ 514-389-4855

160  
APPARTEMENTS ET  
LOGEMENTS À LOUER

**AHUNTSIC - Beau grand 5 1/2**  
Haut duplex refait à neuf, 3 c.c.,  
bois franc, 5 électros, porte-patio.  
Mars. 850\$ 514-384-4008

**AHUNTSIC Beau gr. 5 1/2, h. du-  
plex, rénové, bois fr., puits lumière,  
Hamein entreH-Bourassa & Gouin**  
300 \$/m. Libre. 514-951-8769

**CDN. b. duplex, disp. imm., 6 1/2,  
3 ch. réno. majeure, bois-franc,  
boiserie, pl. céramique chauff., jar-  
din, 3 électros, près Uxell et HEC.**  
1650 \$, nc. 738-5106, 829-0818

160  
APPARTEMENTS ET  
LOGEMENTS À LOUER

**MÉTRO  
SHERBROOKE**  
(accès direct) 1 1/2,  
3 1/2, 4 1/2, Vue  
Mt-Royal, balcon, élec.  
clim. chauff., frigo,  
cuisine, piscine, sauna,  
buanderie. Tout inclus.  
(514) 281-1551

DISCRIMINATION  
INTERDITE

La Commission des droits de la  
personne du Québec rappelle que  
lorsqu'un logement est offert en lo-  
cation (ou sous-location), toute per-  
sonne disposée à payer le loyer et  
à respecter le bail doit être traitée  
en pleine égalité, sans distinction,  
exclusion ou préférence fondée sur  
la race, la couleur, le sexe, la proce-  
ssion, l'orientation sexuelle, l'état civil,  
l'âge du locataire ou de et à ses  
enfants, la religion, les convictions  
politiques, la langue, l'origine  
ethnique ou nationale, la condition  
sociale, le handicap ou l'utilisation  
d'un moyen pour pallier ce handi-  
cap.

**LAURIER-HUTCHISON**  
4 1/2 rénové, 4 électros, stat. incl. Libre  
imm. 1 495\$  
514-924-4383 514-844-7275

**MILE-END**  
R. de c., 8 1/2 rénové, cachet,  
bois franc, insonorisé, cour,  
terrasse avant, lav./séch. incl. Près  
services. Poss. bureau prof. Libre.  
1495\$ 514-924-4383

**MILE-END - 6 1/2**  
R. de c., 2 c.c.-bureau+, de lav.  
Pl. bois franc, chauff. élec. Cour.  
Libre. 1 275\$ 514-273-4950

**N.D.G. adjoint, 5 1/2, r. de c.,  
boiserie, beaucoup de cachet,  
solaire, balcon, accès cour,  
lav/séch au s.s. 945\$/chauffé.**  
514-481-3114 (répondeur).

**OUTREMENT - 4<sup>me</sup>, 2 ch. fermées  
s/bain rénové, électros, libre  
imm., 950\$ chauffé. 514-274-2266**

**OUTREMENT - McEachran**  
(angle Van Horne), 4 1/2  
lumineux, pl. bois, poêle/frigo. Libre  
795 \$ chauffé. 514-276-9312

**OUTREMENT - L'ÉMINENCE**  
St-Joseph/Laurier 3 1/2  
1100\$-1200\$ chauffés, tt équipés.  
Piscine, sauna. 514-272-8086

**OUTREMENT - Près métro, 7 1/2,  
2e ét., vaste, tr. beau, pl. bois fr.,  
peintures fraîches, 5 électros,  
chauffé, eau ch., gaz. Disp. 1 livr.**  
1 850 \$/m. 450-229-2756,  
514-270-2523, 416-929-6690

**PLATEAU - Lumineux condo, 6  
1/2, 1 400 p.c., 2 c.c., électro.  
inox., balcon, vue centre-ville, gar.  
int. poss. 2 500 \$/m 514-928-6274**

160  
APPARTEMENTS ET  
LOGEMENTS À LOUER

**PLATEAU MEUBLÉ**  
900 p.c. 1 c.c., TV 50", foyer,  
alarme, terrasse. Libre février.  
1675\$ tt inclus. 514-807-8669

**PROMOTION  
POINTE-CLAIRE**  
Magnifiques 1<sup>er</sup> à 5<sup>1/2</sup>  
À LOUER IMMÉDIATEMENT  
Prix abordable, près des services  
et centre commercial. Stat. ext.  
514-697-4045

**ST-LAURENT - Bas duplex, 5 1/2,  
3 c.c., rénové, chauff. élec., gar.,  
cour, pr. métro du Collège.**  
1 120 \$/m. 514-822-0971

**VIEUX-LONGUEUIL - 2 1/2**  
Semi-meublé, balcon, stat. Fev.  
415\$ chauffé-équipé 450-641-5287

161  
SOUS-LOCATION

**EN BASSE-VILLE DE QUÉBEC**  
4 1/2, 1 livr 05 au 15 mai 05.  
Personne sérieuse seulement.  
418-622-2164

**ILE-DES-SŒURS**  
Grand 3 1/2 meublé, 3 à 6 mois.  
Garage, cable, 950\$ chauffé.  
(450)538-5414

164  
CONDOMINIUMS À LOUER

**CENTRE-VILLE  
LAVAL**  
Construction neuve en béton.  
Ascenseur, unité con ensoleillée,  
2 c.c., foyer, a/c, jardin central.  
Près de tous les services.  
1 700\$ 514-965-5030

**EXCEPTIONNEL - HABITAT '87**  
Condo luxueux, 1462 p.c., 2 ch.  
Vestibule, terrasse, garage.  
Vues spectaculaires!  
Tous les services inclus.  
1 800 \$/mois. 514-994-6248

170  
HORS FRONTIÈRES À LOUER

\*\*\* PARIS XVe \*\*\*  
Superbe appart - 4<sup>me</sup>, 2 ch. fermées  
ancien, t. équipé, 2-4 pers., parc.  
Disp. sem./mois. (450) 968-0262

**À CARPENTRAS**  
Sud de la France. Joli et grand 3<sup>me</sup>  
Centre-ville. 514-972-9294

**À PARIS - 400 à 700 euros/sem.**  
Bastille, Marais, xyxapi@yahoo.fr  
011 33 675 524 579

**MAISON À PORT-VENDRES**  
surplombant la Méditerranée  
Prix selon saison. (514) 270-9321

175  
MAISONS DE CAMPAGNE  
À LOUER

**CHARLEVOIX ST-IRÈNÉE**  
Vue sur fleuve. Spacieuse cen-  
tenaire, 9 p.c., 5 c.c., 2 s.b., solaire,  
5 min Grands Fonds-40 min Massif  
Tant Hors-saison. Semi-entend.  
514-408-8624 416-352-3450

251  
BUREAUX À LOUER

**BUREAUX À LOUER**  
Dans clinique d'acupuncture et d'ostéopathe,  
pour ostéopathe, pour dentiste,  
ou autres professionnels de la santé,  
temps plein ou partiel. Joignez  
l'équipe dès maintenant. Idéal pour  
débuter une pratique, références de  
patients sur place. Situé sur le Plateau,  
à proximité du métro Laurier. Depuis  
10 ans, clinique équipée, secré-  
tariat. Ambiance dynamique et cordiale,  
formation à l'interne.  
514-843-8606  
ou courriel: cliniqueacupuncture@bellnet.ca

176  
CHALET À LOUER

**JULIETTE (Près de)**  
Domaine privé bordé par  
lac Priscault, classé 4 étoiles,  
tout équipé, 12 c.a.c. et s.d.b.,  
foyer, piano.  
Week-end 1 200 \$  
2 nuitées semaine 1 000 \$  
Ski alpin, de fond et motoneiges à  
proximité.  
Pour fêtes ou affaires.  
(514) 889-8335.  
www.aubergejeanyaphot.com

251  
BUREAUX À LOUER

**OUTREMENT - rue Bernard**  
Bureau de 410 p.c. Bien éclairé,  
climatisé. Occupation immédiate.  
514-994-1448

301  
CEUVRES D'ART

**ACHETERAIS**  
La petite poule d'eau  
de Jean-Paul Lemieux,  
tableaux de Claude Carrette,  
Soulikias, Piché, Suzanne  
Bergeron, Lorne Bouchard,  
L'Archevêque, Ron Jamieson,  
lacurto, etc. Achèterais  
aussi petit piano à queue.  
Écrire à:  
Le Devoir, dossier 547  
2050 De Bleury, Mt,  
H3A 3M9

50% à 70% RABAIS  
SALVADOR DALI

Bronze, litho, bois gravé,  
eaux fortes rehaussées par  
le Maître lui-même.  
Fernand Labelle, Gilles Gin-  
gras, Roland Piché, Armand  
Tatossian, Julien Froment,  
Lefebvre (originaux), Louis  
Icart (eau forte), Edgar  
Degas (eau forte, ballernes,  
19<sup>e</sup> siècle), Michel Pélissier,  
Jean-Paul Ricopelle (très  
belle litho grand format).  
CELL: 514-973-8226

ACHETONS TABLES originaux de  
Normand Hudon et autres pein-  
tres renommés. (450)466-8920307  
LIVRES ET DISQUES

**\*Librairie Bonheur d'Occasion\***  
achète à domicile livres de qualité  
en tout genre. (514) 914-2142  
4487 de la Roche-Mt-Royal.

251  
BUREAUX À LOUER

**BUREAUX À LOUER**  
BOUQUINERIE ST-DENIS(4075)  
achète à domicile: arts, BD, photo,  
littérature. Serv. rapide. 288-5567  
Français par les racines:  
www3.sympatico.ca/rodan  
(819) 532-3163

309  
COLLECTIONS

**TIMBRES ACHÈTE** Collection  
ou accumulation. 514-626-2850  
cougar@videotron.ca

320  
AMEUBLEMENT

**SET DE CHAMBRE 7 MCM.**  
Couté 6 600 \$, demande 2 900 \$.  
514-989-0173

**SPA avec toutes les options.**  
Jamais utilisé. Couté 9 100 \$.  
Vendu à 5 300 \$.  
514-989-7488

**TABLE DE BILLARD**  
Ardoise et bois massif. Avec ac-  
cessoires. Couté 4 600 \$, demande  
2 300 \$. 514-989-7841

**CONTRACTEUR GÉNÉRAL**  
Spécialiste en rénovation intérieure  
Prix compétitif. RBQR2955147  
514-259-9266

575  
DÉMÉNAGEMENTS

**G. JODIN TRANSPORT INC.**  
Déménagements de tous genres  
Spécialité: appareils électriques  
Assurance complète. 253-4374

**AVOIR FAIM,  
C'EST PAS  
UN CADEAU**

**ARMEE DU SALUT**

**DONNEZ AUJOURD'HUI  
(514) 288-7441**

Alarie, P. André, S.J.  
1916-2005

À St-Jérôme, le 22 janvier 2005, est décédé à l'âge de  
88 ans, après 65 ans de vie religieuse, le P. André  
Alarie, s.j. Né à Montréal, il fit ses études aux collèges  
Saint-Ignace et Brébeuf; il entra chez les Jésuites en  
1939. Ordonné prêtre en 1950, il fut professeur aux  
collèges Saint-Ignace (52-59), Gamier (Québec: 60-65)  
et Brébeuf (65-91).  
Outre ses confrères jésuites, il laisse dans le deuil ses  
sœurs, Fernande (feu Paul Hivon), Aline (Jean-Paul  
Turcotte), Denise (feu Gérard Bergeron), son frère  
Robert (feu Claire Corbeil), sa belle-sœur Liliane Séguin  
(feu Jacques), neveux et nièces, parents et amis. Il est  
exposé à la:

**Maison des Jésuites  
175 boul. des Hauteurs  
Saint-Jérôme**  
Les funérailles y seront célébrées le mercredi 26 janvier,  
à 10 h 30.  
Au lieu de fleurs, des dons à l'Aide aux Jésuites  
canadiens (25 rue Jarry ouest, Montréal, H2P 1S6),  
seraient appréciés. Direction:  
**Maison funéraire Trudel Inc.  
St-Jérôme**

## Pour publication section décès

**Le mémoriel**  
www.lememoriel.com

**(514) 525-1149**

2190 Mont-Royal Est  
Montréal, Qc H2H 1K3

Télé.: (514) 525-7999

Tous les jours de 11h à 19h30

AVIS  
À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre  
connaissance de votre annonce et  
nous signaler immédiatement toute  
anomalie qui s'y serait glissée.  
LE DEVOIR ne sera pas responsable  
des erreurs répétées.  
Merci de votre attention.

## AGORA

# Pour une responsabilité éditoriale à l'égard de la langue

*Les problèmes de langue ne viennent pas des analphabètes, mais de ceux qui écrivent*

Le texte qui suit a été présenté dans le cadre de la rencontre annuelle de l'Association nationale des éditeurs de livres en septembre 2004. J'ai pensé que ma brève réflexion ne serait pas mal venue dans le contexte actuel du débat sur la langue qui a été publiquement relancé en janvier dans ce journal.

GIOVANNI CALABRESE

Éditions Liber

Je me propose de vous parler de langue. Nous ne discutons pas souvent de langue. Un ami éditeur à qui j'ai confié mon intention d'aborder ce thème, aujourd'hui, en m'adressant à des collègues, m'a raconté que, dans le milieu, la question avait été mise sous le boisseau il y a longtemps et que plus personne n'avait envie d'en débattre à nouveau, sauf pour raviver de vieilles animosités. Ce n'est pas mon intention. Mais il est vrai qu'au Québec, en effet, la question est forcément délicate sinon empoisonnée.

Je trouve dommage, en tout cas, que les éditeurs n'interviennent pas plus souvent sur la place publique en cette matière, alors qu'ils sont au cœur du processus de reproduction, d'innovation et de normalisation de la langue. Je pense qu'une part importante de leur responsabilité culturelle et sociale se trouve là et que, par conséquent, il faut en prendre conscience et être capable d'y faire face. [...]

La langue est au cœur du travail éditorial, elle est la matière première sur laquelle il porte. Mallarmé disait que ce n'est pas avec des idées qu'on fait des poèmes, mais avec des mots. Il en va de même pour les livres, qui sont, pour l'essentiel, des œuvres de mots. Mais pas n'importe lesquels ni dans n'importe quel ordre, et c'est cela qu'il faut bien comprendre pour mesurer la responsabilité éditoriale à cet égard.

## Un rôle actif

On peut certes avoir l'impression que l'éditeur n'est qu'un serviteur, d'un côté, de l'auteur, dont il respecte la parole; de l'autre côté, des organes de codification (dictionnaires et grammaires, conseils et académies de la langue), dont il applique les règles, et qu'il n'a en somme qu'un rôle, disons, passif. [...]

En réalité, le travail de l'éditeur consiste à faire interagir code et parole, à les modifier l'un par l'autre et, inversement, à faire accéder une parole à l'espace linguistique commun et à ouvrir cet espace à l'originalité d'une parole. [...] Pratiquement, cela signifie que, parfois, nous convenons de corriger la langue par la parole de l'auteur — et nous laissons passer néologismes, nouvelles tournures et même des formes qui sont explicitement rejetées par le code —; parfois nous nous servons du code pour corriger la parole de l'auteur — et nous rattrapons fautes orthographiques et erreurs grammaticales, supprimons les tournures non idiomatiques, etc.

La langue est précisément le résultat, toujours pro-

visoire et jamais homogène en chacun de ses instants, de l'ensemble de ces choix, qu'on appelle également l'usage. Dans ce sens, et pour donner à l'idée une tournure ambitieuse ou provocante, je suis porté à dire que c'est l'éditeur — ou peut-être plus exactement: l'instance éditoriale — qui, à travers les choix linguistiques qu'il fait: corrigeant ceci mais pas cela, cautionnant tel mot mais pas tel autre, c'est le travail éditorial, donc, qui constitue finalement la langue dans notre civilisation de l'écrit.

Regardez d'ailleurs un dictionnaire. Dans le *Robert*, notamment, on met à côté des mots une date. Que signifie cette date? Eh bien, c'est la date de la première attestation écrite du mot. Dans notre civilisation de l'écrit, l'oral ne vaut rien pour décrire ou pour révéler l'état de la langue. L'usage, l'état d'une langue, c'est en fait ce qui, en chaque instant, est attesté par écrit, rendu public, publié. C'est-à-dire ce qui est passé par une instance éditoriale.

Bien entendu, de nos jours, les instances éditoriales sont nombreuses, aussi nombreuses peut-être qu'il y a de gens qui savent écrire ou qui croient le savoir et qui le prouvent. Et c'est grâce à tout ce beau monde que, aujourd'hui, la langue change, évolue, se modifie, y compris, je veux dire, à travers des erreurs ou des confusions du code — qui ne sont pas toutes, loin de là, le fait d'illettrés.

C'est ainsi que, exemple très ancien, l'«ierre» est devenu le «ierre», que «déodorant» a fini par supplanter «désodorisant», que «cunnilingus» devient «cunnilingue» et que l'on retrouve des exemples tels «le lévier», «une avion», «maigre comme une échallotte» (avec deux «t» en prime) ou «brin de scie». Après tout, des instances éditoriales très autorisées ne sont-elles pas en train de cautionner possiblement, mettre de l'avant ou passer à l'histoire? [...]

## La schizophrénie du Québec

La question du choix linguistique est évidemment lancinante au Québec, où règne une double schizophrénie, entre l'oral et l'écrit d'une part, à l'intérieur même de l'écrit d'autre part.

En ce qui concerne le premier type, Jean Paré, le fondateur et ancien rédacteur en chef du magazine *L'Actualité*, disait que «le problème principal au Québec, c'est l'écart entre la langue écrite et la langue parlée, et cette différence s'accroît». En France, la langue de la vie courante n'est pas très éloignée de la langue écrite. Au Québec, il y a un abîme. Et un ami éditeur me confiait récemment qu'il ne laisse passer aucun «sur la rue» dans les textes, mais qu'il emploie la formule couramment et qu'il ne la remarque même pas chez ses interlocuteurs.

Quant au second type de schizophrénie, je dirais qu'il est pour ainsi dire propre à la fonction éditoriale. Et il a des conséquences pratiques.

Un jour, il a été question d'une coédition avec un éditeur français. Comme l'auteur, lui-même européen, vivait au Québec, j'ai proposé que notre maison soit le maître d'œuvre du projet. Nous serions en contact avec l'auteur, nous préparerions la copie, etc. Voilà ce que j'expliquais au téléphone à mon interlocuteur français. Hésitation. Il n'était pas sûr, quelque chose l'agaçait. Il dit: «Oui, mais vous savez, il y a quand même beaucoup de différences linguistiques entre vous et nous. Par exemple, vous dites "lutte à la

pauvreté". (Soit dit en passant, je ne dis pas «lutte à la pauvreté», il se trompait d'instance éditoriale...). Le projet a foiré.

On peut certes se moquer de cette réaction, accuser la mauvaise foi. Je crois qu'il y a un problème réel. Dans quelle langue devons-nous publier? Quels mots, quelle syntaxe devons-nous adopter? Car notre esprit travaille toujours avec au moins deux codes.

On peut illustrer cela par divers exemples. Ainsi, quand on dit dans un manuscrit que tel personnage habite au premier étage, on se demande: quel étage habite-t-il? Et quand dans un texte d'ébénisterie il est question d'un meuble en cèdre, de quel bois est fait le meuble? Et si les protagonistes dînent ensemble, à quelle heure mangent-ils? Devant un manuscrit où il est question de ces choses, que fait l'éditeur? Que doit-il faire?

Dans l'édition du mois de juin du bulletin d'information de notre association, *Tiré à part*, notre collègue Daniel Desjardins, des éditions Ulysse, a fait paraître un article sur l'exportation [...]. À un certain point, il examine quatre aspects dont on doit tenir compte quand on pense à l'exportation d'un produit fini, dans notre cas le livre (le produit lui-même, le prix, le lieu où on vendra le livre et la promotion).

Ce qui a retenu mon attention, c'est une petite remarque concernant le produit. On lit: «Un éditeur devrait dès le début de la conception d'un livre l'imaginer en fonction des marchés d'exportation. En particulier, on aura intérêt à utiliser une terminologie neutre. Au lieu de "magasinage" ou de "shopping", on utilisera "achats". [...] Tous ceux qui ont l'occasion de lire les manuscrits et de travailler les textes savent intimement toutes les petites décisions du même ordre qu'il faut prendre au cours du processus et qui finissent par être épuisantes et désespérantes. Travailler avec un double standard n'est pas idéal.

## Intervenir

S'il m'est permis de terminer cet exposé sur quelques souhaits ou espoirs, je dirais tout d'abord qu'il nous faudrait, de manière générale, parler plus souvent et plus librement de langue. Si, de plus, ici et là, surtout chez les éditeurs qui en ont les moyens et l'expérience, on voyait apparaître quelque *style book* qui servirait de repère ou d'inspiration aux autres, ce serait encore mieux.

Je souhaiterais ensuite que, oui, on intervienne plus souvent pour dénoncer, encore et toujours, la mauvaise tenue, le mauvais état de la langue. J'ai ainsi parfois pensé qu'il faudrait bien finir par faire un sermon aux milieux de l'enseignement supérieur — c'est de là que nous viennent beaucoup des manuscrits que nous recevons. Car les problèmes de langue ne viennent pas des analphabètes, mais de ceux qui écrivent eux-mêmes. Ce serait donc bien, je crois, que les éditeurs puissent rencontrer régulièrement des milieux types pour les sensibiliser aux questions linguistiques.

Je souhaiterais finalement que se tienne, tous les ans ou tous les deux ans, une rencontre internationale de réviseurs, correcteurs, *rewriters* et éditeurs pour faire le point sur l'état de la langue. Ces gens constitutifs de l'instance éditoriale travaillent dans l'ombre. Ce sont pourtant eux qui modèlent la langue. Il serait bon de les entendre. [...]

La langue

est précisément

le résultat,

toujours provisoire

et jamais homogène

en chacun

de ses instants,

de l'ensemble

de ces choix

qu'on appelle l'usage

## Dictionnaire et norme linguistique: la fiction et la réalité

ANNETTE PAQUOT

Professeure titulaire, département de langues, linguistique et traduction, Université Laval

De récents articles publiés dans *Le Devoir* remettent au cœur de l'actualité la controverse sur l'opportunité d'imposer au Québec une norme linguistique différente de la norme internationale. Dans ce débat, la question des dictionnaires qui servent de référence est d'une importance centrale. Or, on n'a pas tiré de l'expérience récente toutes les leçons qui s'imposaient.

L'accueil réservé par le public aux divers dictionnaires publiés ces dernières années mérite réflexion. Si le succès des débuts du *Dictionnaire du français Plus* et du *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui* (DQA), ouvrages qui se donnaient la mission de valoriser le «standard québécois», ne s'est pas confirmé, il semble que ce soit le cas du *Dictionnaire québécois-français* (DQF), ouvrage très différent qui vise à permettre aux locuteurs du Québec de savoir si un mot appartient en propre au français québécois et, le cas échéant, d'en connaître l'équivalent en français international.

Les deux premiers dictionnaires se présentaient comme des entreprises au service d'une mission d'affirmation linguistique nationale et leur objectif était d'instituer une nouvelle légitimité lexicale au Québec. Le DQF se situe nettement à l'écart de ce mouvement et est purement descriptif et pratique: son objectif est de permettre de «mieux se comprendre entre francophones».

Rappelons aussi que le marché québécois reste très ouvert aux productions françaises comme le *Petit Robert* et le *Petit Larousse*, dont les ventes sont remarquables, et que le succès du *Multidictionnaire* témoigne aussi du souci des Québécois

de parler et d'écrire une langue proche de la norme internationale.

Les seuls vrais succès de librairie sont ceux des ouvrages qui, d'une façon ou d'une autre, donnent accès au français standard international. L'accueil réservé par le public québécois à ces divers dictionnaires révèle une position qui ne correspond pas à celle des promoteurs d'une norme locale spécifique, qui prétendent pourtant parler en son nom.

## Division des élites

Les débats qui ont suivi la parution de ces dictionnaires ont, en fait, un objet plus large que ces ouvrages eux-mêmes et sont d'une nature non strictement scientifique. Ils sont le signe d'une profonde et persistante division des élites québécoises sur la question de la langue. Jean Paré écrivait que «le problème n'est pas tant le malheureux dictionnaire [le DQA]... non, c'est la matière même dudit dico».

Il avait raison: le débat ne porte pas essentiellement sur les dictionnaires, mais sur ce qu'est ou doit être le français au Québec. Il oppose principalement les partisans et les adversaires d'un certain nationalisme linguistique, courant de pensée qui consiste à appliquer au domaine de la langue les concepts et les schémas du nationalisme politique. Le nationalisme linguistique proclame que le français international est une fiction au Québec, que le français parlé ici est globalement différent des autres variétés de français, qui exalte cette identité linguistique «proprement québécoise» dans ce qu'elle aurait d'irréductiblement distinct. L'aboutissement logique de cette démarche est le dirigisme, sinon l'autoritarisme linguistique.

Le débat linguistique n'est qu'une des manifesta-

tions de la division de la société québécoise sur la question plus générale de l'identité, sujet qui domine une grande partie de la production de son intelligentsia. Celle-ci se partage entre les élites traditionnellement opposées à la séparation linguistique du Québec du reste de la francophonie et une partie de la petite bourgeoisie qui — ce n'est pas une surprise — constitue le principal vecteur du nationalisme linguistique et au sein de laquelle se recrutent ses porte-parole.

## Quel consensus?

Une des affirmations qui se retrouvent le plus fréquemment sous la plume des défenseurs d'une norme québécoise est qu'il y aurait un consensus en faveur d'une norme locale et contre la norme internationale. La première existerait déjà, il ne resterait qu'à la décrire et à la diffuser. Certains linguistes réputés pensent cependant que cette norme, le «français québécois standard», n'existe pas, tandis que d'autres s'interrogent encore: «Y a-t-il une norme québécoise? Quelle est-elle?», se demandait-on lors d'un colloque, tenu en 2001, auquel participaient une centaine de spécialistes.

La commission Larose, quant à elle, écrivait en 2001: «Il se dessine un large consensus quant à l'existence d'une norme interne au Québec». Mais elle reconnaissait, par ailleurs, cette absence de consensus, puisqu'elle parlait «d'établir un consensus sur la norme linguistique en usage au Québec» en se référant à l'historien Gérard Bouchard, qui écrivait, à propos du registre standard, «le Québec se signale comme étant l'une des rares cultures fondatrices à ne pas avoir fait son choix, étant profondément divisée entre diverses variantes de français parisien, international et québécois».

La seule existence de débat à l'occasion de la

parution de chaque dictionnaire, de chaque rapport officiel, de tous les ouvrages qui portent sur la qualité et l'enseignement de la langue, suffit à prouver que le consensus en question n'est pas réel et que la norme locale que son existence démentirait ne l'est pas davantage. Elle révèle le caractère fictif du consensus invoqué par certains sur la nécessité de l'imposition d'une norme québécoise «distincte».

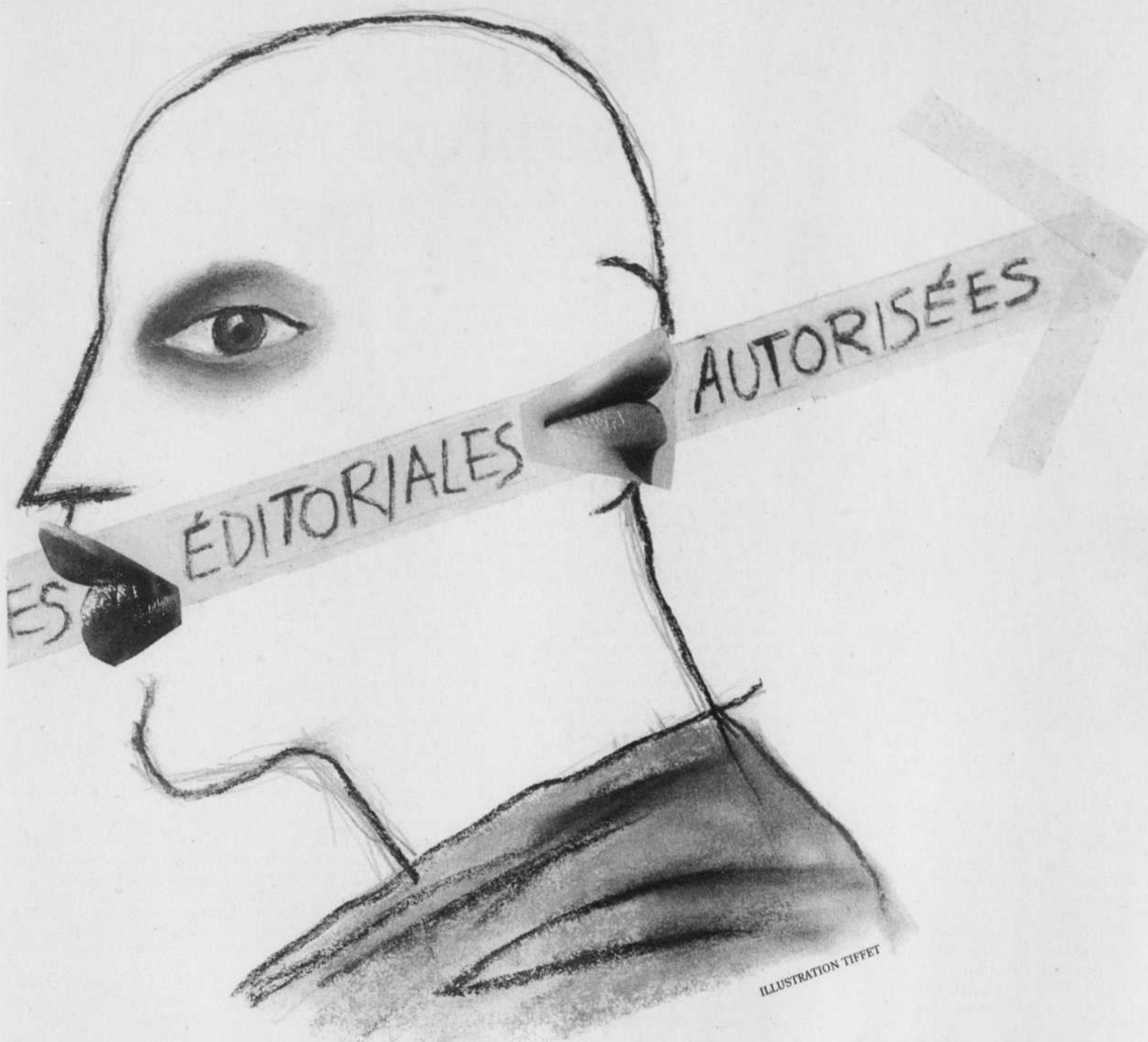
La querelle n'est pas près de finir. Que coexistent divers usages au sein de la francophonie, et notamment au Québec, et qu'à ce niveau la pluralité soit la règle, ne devrait poser aucun problème, ni dans la pratique ni sur le plan théorique: lorsqu'il est question d'usages, la pluralité est une richesse que personne aujourd'hui ne conteste.

En revanche, l'implantation d'une norme locale paraît une entreprise utopique, et cela en raison même de l'existence de courants d'opinion opposés sur cette question, tous deux très vigoureux. En effet, le lexicographe Alain Rey le rappelle très justement, «la norme prescriptive n'a de sens que si elle est unique: c'est une image réductrice, à la fois volontaire et fantasmagorique, empruntant de-ci de-là ses caractères; cette norme est autodéfinie comme volonté d'unité». Cela tient à sa nature même: on ne peut servir deux maîtres, vouloir se conformer à deux modèles différents.

Dans le cas présent, on ne peut à la fois se soumettre à la norme internationale et à une autre norme de même niveau (phonétique, lexical ou grammatical). L'hypothétique nouvelle norme ne pourrait s'imposer qu'au prix de la disparition de l'ancienne. Or cette disparition paraît très improbable, ne serait-ce qu'à cause de la multiplication des échanges internationaux. [...] Le Québec n'échappe pas à ce phénomène.

INSTANC

# AGORA



## Le dictionnaire du français standard en usage au Québec: un projet scientifique d'envergure

HÉLÈNE CAJOLET-LAGANIÈRE  
PIERRE MARTEL

Professeurs titulaires et directeurs du projet  
FRANQUS, Université de Sherbrooke

L'Université de Sherbrooke, grâce aux travaux d'un groupe de chercheurs et chercheuses du Centre d'analyse et de traitement informatique du français québécois (CATIFQ), a entrepris, il y a trois ans, la rédaction d'un dictionnaire usuel du français standard en usage au Québec (FRANQUS). En tant que directeurs de ce projet dictionnaire original, nous avons cru bon de remettre en perspective les propos récemment tenus dans cette page, propos qui mettaient en doute la nécessité et l'importance de mener à terme ce projet mobilisateur.

Ce projet a pour objectif de combler un besoin maintes fois exprimé au cours des dernières décennies par les organismes responsables de la langue, les linguistes, les professionnels de la langue, les enseignants, les journalistes, les parents, les artistes, parmi d'autres, soit celui de fournir aux Québécois et Québécoises un dictionnaire qui décrit le français standard contemporain, parlé et écrit, français dont ils ont besoin dans le cadre de leur vie sociale, culturelle ou professionnelle.

Un tel dictionnaire n'existe pas. Actuellement, les ouvrages que les Québécois doivent utiliser sont conçus et élaborés en France. Conséquemment, ces ouvrages rendent compte d'une réalité sociale, historique, géographique, administrative et culturelle française et européenne, ce qui est normal.

On n'y retrouve aucune trace de mots aussi courants ici que «câblodistributeur», «casse-croûte», «décrocheur», «écotourisme», «sans-abri», «andragnie», etc. En fait, des milliers de mots, d'expressions, de sigles, d'acronymes, de noms déposés couramment utilisés au Québec ne sont pas répertoriés dans les dictionnaires actuels.

Que doivent penser les Québécois quand les logiciels de correction soulignent en rouge des mots comme «orthopédagogue», «urgentologue», «podiatre», «courriel», «acériculture», «écotourisme», «douance», «téléavertisseur», «pourvoirie», et autres? Doivent-ils conclure que ce sont des erreurs au même titre que n'importe quelle coquille? Que ces mots et ces expressions n'existent pas?

Comment les Québécois doivent-ils réagir quand les dictionnaires usuels français préconisent «bowling», «free-lance», «sponsor», «sponsoriser», «ferry-boat», «green» (golf), «boots», «blackbass», «catch», «shoot», etc., alors qu'au Québec, on utilise «salle de quilles», «pigiste», «commanditaire», «commanditer», «traversier», «vert», «bottes», «achigan», «lutte», «botté», etc.? Doivent-ils conclure qu'il leur faut s'aligner sur la norme préconisée par ces dictionnaires?

### Le français, une langue vivante

La langue a pour fonction de nommer la réalité. Le Québec a une faune et une flore qui diffèrent de la faune et de la flore européennes. Compte tenu de son histoire particulière, il s'est en outre doté de systèmes politique, social, culturel, éducatif conformes à ses besoins, à ses réalités et à ses aspirations. Conséquemment, des milliers de mots et d'expressions traduisent ces spécificités de forme et de sens. Ces spécificités ne sont pas à confondre avec les particularités de la langue orale et familière en usage au Québec: ce dont nous parlons ici, c'est de la langue standard contemporaine, parlée et écrite.

Il importe de rendre disponible la description de



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Actuellement, les ouvrages que les Québécois doivent utiliser sont conçus et élaborés en France. Conséquemment, ces ouvrages rendent compte d'une réalité sociale, historique, géographique, administrative et culturelle française et européenne.

ces mots et de ces sens aux professeurs et étudiants, aux professionnels et employés, aux francophones, aux anglophones, aux immigrants, bref à tous ceux qui les écrivent, les lisent ou les entendent quotidiennement. Il nous revient en outre d'enrichir la description du français en lui adjoignant les mots, les sens et les expressions qui servent à représenter notre identité culturelle. [...]

Toutes les langues se sont adaptées à leur contexte et présentent des particularités. Il importe par ailleurs de préciser que ces spécificités au Québec touchent essentiellement le vocabulaire, et non l'orthographe, la grammaire, la syntaxe, la morphologie, c'est-à-dire la structure et l'essence même de la langue française, commune à tous les francophones. Le français standard en usage au Québec comprend certes des mots et des sens propres à l'usage d'ici, mais il comprend tout autant les mots et les sens qu'il partage avec le français standard de France et des autres pays francophones.

### Une démarche lexicographique originale

De manière à cerner les mots, sens et expressions faisant partie du français standard et soigné

en usage au Québec, nous avons élaboré une vaste banque de données textuelles représentatives des bons usages du français au Québec (plus de 50 millions de mots). Elle comprend une sélection de textes littéraires, journalistiques, didactiques, spécialisés (notamment des textes techniques, scientifiques, sociopolitiques, administratifs et culturels) de même que les corpus oraux de sociolinguistes des diverses universités du Québec.

Cette banque sert de base à l'élaboration de la nomenclature du dictionnaire, à la description des mots, au choix des exemples et des citations, à la rédaction des notes encyclopédiques, etc. Tous les articles du dictionnaire sont en tous points originaux.

L'équipe a aussi procédé au développement d'une plateforme informatique de traitement intégré des données textuelles et lexicographiques. Également dotée d'une interface unifiée, cette plateforme est unique et originale; elle est considérée comme un important projet d'innovation technologique, très porteur en ce qui a trait aux transferts technologiques. Plusieurs ministères, organismes et universités profitent déjà des retombées du projet dans le cadre de collaborations avec notre groupe de recherche.

### Une équipe multidisciplinaire et interuniversitaire

L'équipe associée à notre projet de dictionnaire est multidisciplinaire (linguistes, lexicographes, didacticiens, enseignants, informaticiens, juristes, etc.) et interuniversitaire. Les membres proviennent de l'Université Laval, de l'UQAM, de l'UQTR, de l'Université de Montréal, de l'Université McGill, de l'Université de Moncton et de l'Université de Sherbrooke. Quelque 25 professionnels et professionnelles de recherche diplômés de diverses universités du Québec et de France travaillent à la réalisation du projet.

En outre, un comité scientifique groupant 17 spécialistes a été formé de manière à garantir la qualité de la description lexicographique. Le comité a entériné la politique éditoriale du dictionnaire et le contenu des articles. Il est formé de représentants des organismes gouvernementaux responsables de la langue au Québec, de conseillers linguistiques dans les médias, d'historiens, de lexicographes et de métalexigraphes reconnus, tant québécois qu'euro-péens, de scientifiques, de spécialistes du ministère de l'Éducation, de représentants du domaine des lettres, pour ne nommer que ceux-là.

Pour assurer la bonne marche et la qualité de ce projet scientifique de grande envergure, nous avons pu bénéficier du soutien financier du ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, après évaluation par le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR), appelé aujourd'hui le Fonds québécois de la recherche, de la société et de la culture (FQRSC). Depuis l'exercice financier 2002-2003, le financement est accordé par la ministre de la Culture et des Communications.

En outre, l'Université de Sherbrooke, la Fondation de l'Université de Sherbrooke et le Centre régional de développement de l'Estrie ont alloué au projet des sommes aussi importantes que celles accordées par le gouvernement.

Grâce à ces efforts, les Québécoises et les Québécois pourront donc, d'ici quelques années, utiliser un dictionnaire qui rendra compte de leur vocabulaire, de leur réalité, de leur identité et de leur culture. [...]

## Finie la quarantaine pour les lexicographes québécois!

CLAUDE POIRIER

Professeur et directeur du Trésor  
de la langue française au Québec

La sortie qu'a faite Lionel Meney contre le projet de dictionnaire en préparation à l'Université de Sherbrooke (*Le Devoir*, 7 janvier) est à mettre en rapport avec son intervention à pareille date l'an dernier. Dans le texte de 2004, M. Meney mettait les Québécois en garde contre la ghettoisation linguistique. Cette fois-ci, il se propose de barrer la route aux lexicographes québécois en dénigrant un ouvrage dont il n'a pas encore vu le premier mot.

À travers la dénonciation du projet FRANQUS, ce que cherche à faire M. Meney c'est de discréditer toute entreprise lexicographique qui viserait à traiter les québécismes comme des mots normaux dans un dictionnaire de langue. Les autres points soulevés sont accessoires dans son argumentation. Son intention est évidente pour quiconque a pu lire la lettre qu'il a adressée au premier ministre Charest en décembre. M. Meney s'en prend aux linguistes qui considèrent que le Québec doit avoir sa «norme linguistique à part».

Ceux que M. Meney prend à partie dans cette lettre, c'est la presque totalité des linguistes, incluant les «organismes québécois chargés de la politique linguistique». Il reconnaît donc indirectement qu'il y a un consensus sur la question de la norme. Qu'il n'adhère pas à cette façon de penser, c'est son choix. En finançant le projet de Sherbrooke, l'État québécois entérine effectivement le principe que les Québécois non seulement ont le droit de faire des dictionnaires du français, mais que c'est essentiel.

Quand il parle de «norme linguistique à part», M. Meney déforme cependant la réalité. Ce que souhaitent les linguistes, pour répondre aux besoins d'une société de sept millions d'habitants, c'est qu'on puisse introduire les mots, sens et expressions propres au français québécois dans un dictionnaire de la langue française, sur un pied d'égalité avec les autres mots.

La formule qu'a pratiquée M. Meney dans son *Dictionnaire québécois-français: pour mieux se comprendre entre francophones* (Guérin, 1999) allait à l'encontre de cette approche, d'où la réception négative de son ouvrage chez les spécialistes. Il a considéré que les québécismes étaient des mots qu'il fallait traduire plutôt qu'expliquer. Son dictionnaire propose «chiropractor» à la place de «chiropraticien» et «pommes chips» à la place de «croustilles».

Consensus ne signifie pas uniformité des points de vue. [...] Il existe des dizaines de dictionnaires usuels pour le français de France. Celui de l'Académie propose un idéal, mais il n'est pas d'utilisation obligatoire. Au Québec, nous devrions pouvoir avoir un choix comparable, incluant évidemment les dictionnaires de France.

### Un dictionnaire normatif?

Pour ma part, je ne ferais pas figurer le terme normatif dans le titre d'un dictionnaire général, comme on semble vouloir le faire à Sherbrooke. [...]

Un dictionnaire normatif, ce serait un ouvrage dans lequel on ne retiendrait que les mots du discours soigné, ou dans lequel on commenterait les usages à la façon de l'illustre grammairien Féraud (XVIII<sup>e</sup> siècle), ou encore qui servirait à corriger des fautes. Est-ce à dire que le dictionnaire en chantier n'enregistrerait pas «maganer», «pantoute», «poigner», ni l'expression «courir la galipote»? Pour le français de France, ce type de vocabulaire est pris en charge par *Le Petit Robert* et *Le Petit Larousse*, qui ne sont pas des ouvrages normatifs. On y trouve «se fourrer le doigt dans l'œil jusqu'au coude» (familier) et «conard» (vulgaire). Par contre, ces dictionnaires fournissent les indications qui guident l'usage adéquat des mots.

Je fais le pari que l'ouvrage préparé à Sherbrooke incorporera tous les québécismes du *Dictionnaire du français Plus* (1988) et la plupart de ceux du *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui* (1992). Il ressemblera donc davantage à un *Petit Robert* qu'à un dictionnaire d'académiciens. Sinon, il restera une autre bataille à livrer.

À quoi servirait en effet un dictionnaire incomplet, dans lequel on trouverait «rechercheur» et «sous-ministre», mais pas «tout croche», «avoir la broue dans le toupet», «sloche», «trente-sous», etc., qui figurent dans le conte de Noël que *Le Devoir* a publié cette année, sous la plume d'Odile Tremblay (24 décembre)? Comment un immigrant pourrait-il lire la chronique de Jean Dion, dont l'humour puise largement dans notre vocabulaire de tous les jours? Cela n'a pas empêché ce journaliste de remporter le prix Jules-Fournier «pour sa maîtrise de la langue écrite» (dixit le Conseil supérieur de la langue française). Pourquoi les lexicographes québécois devraient-ils encore se cacher derrière un paravent?

### Nos archives linguistiques

Dans son intervention, Lionel Meney s'attaque à l'équipe du Trésor de la langue française au Québec (TLFQ) que je dirige à l'Université Laval. Il ne faut pas s'en surprendre, puisque les travaux du TLFQ ont pour conséquence de valoriser une variété de français qu'il n'apprécie pas. J'ai déjà eu l'occasion de répondre ailleurs à cette critique. Je me limiterai ici à rappeler que le *Dictionnaire historique du français québécois* n'est pas une entreprise commerciale.

Tout le contenu de l'ouvrage, publié en 1998, a été mis gratuitement en ligne dans la Base de données lexicographiques panfrancophone qui regroupe sept autres bases régionales ou nationales de français. La base québécoise, consultée au Québec et à travers le monde, sera enrichie de quelque 700 articles à l'occasion de la Semaine de la francophonie, en mars prochain. Le travail réalisé au TLFQ a permis de constituer les Archives linguistiques du français en Amérique du Nord, dont le gouvernement du Québec reconnaît la valeur patrimoniale.

# LES SPORTS

## Au tour de Jean Béliveau de passer à la vente aux enchères

DONALD MCKENZIE

À son tour, Jean Béliveau a décidé de mettre aux enchères des objets de collection rappelant sa glorieuse carrière de hockeyeur. L'ancien capitaine du Canadien et membre du Temple de la renommée avait des sentiments partagés au lancement de l'encan qui durera jusqu'au 22 février sur le site Internet [www.classicauctions.net](http://www.classicauctions.net).

«Il y avait beaucoup plus d'objets que je croyais, a-t-il raconté. Je voulais remettre des objets de valeur et ça n'a pas été facile de faire un choix. C'est une journée triste mais il arrive dans la vie que vous devez prendre des décisions. C'est triste de laisser partir tous ces objets mais j'espère que ce sera une grande journée pour ma famille.»

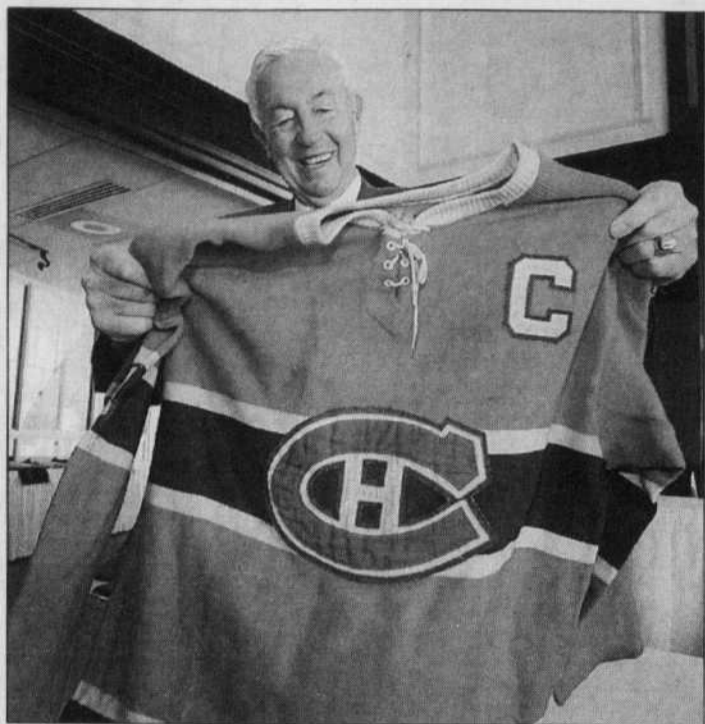
Béliveau souhaite que l'argent retiré de cet encan profite à sa famille, incluant sa fille et deux petites-filles. Un total de 195 lots sont disponibles mais Béliveau, qui est en rémission d'un cancer de la gorge qui l'a frappé il y a environ cinq ans, avoue avoir été incapable de se séparer de certains objets qui lui sont trop chers.

Il a fait référence notamment à la rondelle de son 500<sup>e</sup> but marqué contre les North Stars du Minnesota en 1971.

Béliveau, qui aura 74 ans en août, paraissait en bonne santé hier au Casino de Montréal et il a effectivement confié qu'il se sentait «très bien».

«À 7h ce matin, j'ai fait 45 minutes sur mon tapis roulant. Ça ne va donc pas si mal...»

Il y a maintenant près de 34 ans que le célèbre numéro 4 a accroché ses patins après avoir



CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

Jean Béliveau a décidé de mettre aux enchères 195 objets de collection rappelant sa glorieuse carrière de hockeyeur.

gagné sa dixième coupe Stanley, une marque dépassée seulement par son ex-coéquipier Henri Richard (11).

Parmi ses nombreux souvenirs mis aux enchères, on retrouve une bague de la coupe Stanley remportée en 1959 et une réplique du trophée Conn Smythe remis au meilleur joueur des séries éliminatoires qu'il a été le premier à gagner en 1965.

Marc Juteau, le président de Collection Classics, spécialisé

dans la mise en marché de pièces de collection qui retracent l'histoire du hockey, espère aller chercher entre 300 000 et 400 000 \$US.

C'est la même firme qui a mis aux enchères les objets de collection de Maurice Richard et Guy Lafleur. «Mais nous ne sommes pas ici pour dire quel est le joueur le plus important entre Maurice Richard, Guy Lafleur et Jean Béliveau», a prévenu Juteau.

Presse canadienne

### LOCK-OUT

## La LNH ne présentera pas une offre aujourd'hui mais soumettra de nouvelles idées

PIERRE LEBRUN

Toronto — Les discussions entre la Ligue nationale et l'Association des joueurs vont reprendre aujourd'hui à Toronto, mais la ligue ne déposera pas une nouvelle proposition contrairement à ce que certains pouvaient croire.

«Les deux parties ont convenu lors de la rencontre de la semaine dernière que le temps n'est plus aux propositions formelles, du moins pour l'instant, et que nous devrions plutôt nous asseoir autour de la table et discuter des points litigieux pour trouver ensemble un système qui pourrait fonctionner», a révélé hier Bill Daly, le vice-président exécutif et conseiller juridique de la LNH, de son bureau de New York. «Et c'est ce que nous allons continuer de faire.»

Ce commentaire rassurera sans doute le président de l'Association des joueurs de la LNH Trevor Linden, qui avait averti la ligue vendredi dernier de ne pas arriver à la prochaine rencontre avec une autre proposition incluant un plafond salarial.

«Une proposition ne change rien pour nous, avait déclaré le joueur de centre des Canucks de Vancouver. Nous avons plus de chance d'en arriver à une solution en travaillant ensemble sur la question.»

Au moins, les deux parties semblent enfin s'entendre sur quelque chose.

Toutefois, les joueurs se sont montrés plus pessimistes que Daly à la suite des rencontres de la semaine dernière, certains déclarant même qu'il fallait faire une croix sur la saison.

Le même groupe de six personnes que la semaine dernière se retrouvera aujourd'hui. Il s'agit de

Linden, Ted Saskin, directeur senior de l'AJLNH, et du conseiller externe John McCambridge d'un côté; et de Daly, du président du comité des gouverneurs Harley Hotchkiss et du conseiller Bob Batterman de l'autre.

Encore une fois, le commissaire de la LNH Gary Bettman et le directeur exécutif de l'AJLNH Bob Goodenow ne participeront pas aux discussions.

Daly a confirmé que son équipe de négociation s'est réunie en fin de semaine pour discuter de nouvelles idées et étudier les questions soulevées par Linden au cours des réunions de deux jours la semaine dernière.

Même s'il n'est pas question de déposer une nouvelle proposition, la ligue affirme qu'elle se présentera à cette réunion avec de nouvelles idées visant à combler le fossé entre les deux camps et trouver un début de règlement avant qu'il ne soit trop tard.

Plusieurs estiment que la rencontre d'aujourd'hui pourrait être la dernière chance afin d'amorcer un dénouement qui pourrait sauver la saison 2004-05.

«Dans un sens, je suppose que c'est le cas car nous avons atteint en terme de temps le point critique, a reconnu Daly. Mais je ne sais pas nécessairement quand cette période prend fin. Nous irons à la rencontre et nous tenterons d'en arriver à une solution et, si nous n'y parvenons pas, nous en réalisons les conséquences.»

En date d'hier, 707 des 1230 matchs de la saison régulière avaient été annulés.

Presse canadienne

### Internationaux de tennis d'Australie

## Federer, trop fort, surprend Agassi

Melbourne, Australie — Roger Federer joue tellement bien présentement qu'il a même fait mal paraître Andre Agassi. Federer, tenant du titre, a vaincu le gagnant de huit tournois majeurs 6-3, 6-4, 6-4, mardi, en quarts de finale des Internationaux de tennis d'Australie.

Le Suisse Federer a réussi 22 as et a prolongé sa série victorieuse à 26 matchs. Il a également enregistré 24 victoires d'affilée contre des adversaires classés parmi les dix meilleurs joueurs mondiaux.

«Il m'a tout simplement dominé, a confié Agassi. Il était trop fort. Je suggère à son prochain adversaire de ne pas chercher conseil auprès de moi.»

Le prochain adversaire de Federer sera le Russe Marat Safin, n° 4, qui s'était incliné face à lui en finale l'an dernier à Melbourne. Safin a éliminé le Slovaque Dominik Hrbaty 6-2, 6-4, 6-2 et sera beaucoup plus frais et dispos qu'en 2004, lorsque le Russe avait passé plus de 18 heures sur le court à ses six précédents matchs.

Dans les autres quarts de finale qui restent à disputer, l'Américain Andy Roddick, n° 2, affrontera le Russe Nikolay Davydenko, n° 26, et l'Argentin David Nalbandian, n° 9.

Agassi, qui s'était tiré d'affaire face aux 51 as record de Joachim Johansson au quatrième tour, a trouvé le moyen de retourner quelques services de Federer. Mais, éventuellement, il a rendu les armes devant les coups droits implacables et les demi-volées tranchantes de Federer.

«J'ai abordé ce match avec de grandes attentes. Je voulais que ce soit mémorable ce soir, mais c'est un match que je préférerais sans doute oublier», a poursuivi Agassi.

Federer a envoté les 15 351 spectateurs, habituellement gagnés à la cause d'Agassi, dans les gradins du Rod Laver Arena avec sa panoplie de coups.

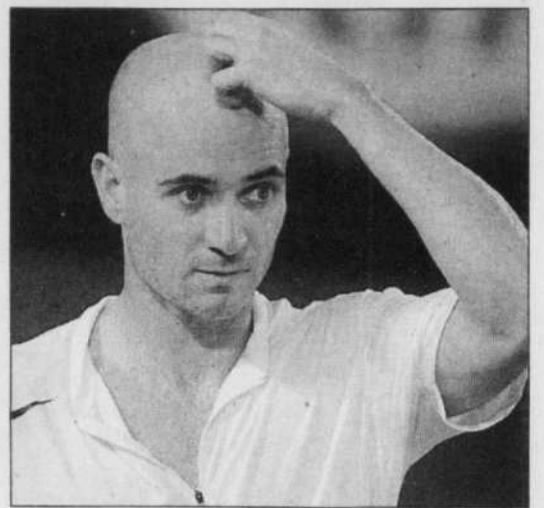
«Je n'ai aucun secret, a révélé Federer. C'est comme à la roulette. Je choisis toujours les bons numéros.»

Il a réussi le bris sur les premiers jeux des deuxième et troisième manches. «J'ai toujours entrepris chaque set en force et je pense que c'est ce qui a fait la différence, a dit Federer. Je jouais avec confiance, ce qui n'était pas son cas. Cela m'a permis de prendre des risques. J'ai été parfait au service — il n'a réussi aucun bris. Je pense que c'est ce qui a contribué à ma victoire.»

### Serena est contrariée

Dans le tableau féminin, Serena Williams se mesurera à la Russe Maria Sharapova en demi-finale, une reprise de la finale de Wimbledon de l'année dernière.

Williams a facilement remporté son match quart de finale, éliminant la Française Amélie Mauresmo 6-2, 6-2, pendant que Sharapova était au bord de



TIM WIMBORNE REUTERS

Andre Agassi a paru un peu dépassé par les événements lors de son match perdu hier aux mânes de Roger Federer, en Australie.

l'épuisement quand elle est venue à bout de sa compatriote Svetlana Kuznetsova, championne des Internationaux des États-Unis, 4-6, 6-2, 6-2 dans un match qui a duré deux heures et 17 minutes sous un soleil de plomb.

Williams était pour sa part contrariée par les commentaires persistants selon lesquels elle et sa sœur Venus ont perdu la touche qui leur a permis de remporter un total de dix tournois majeurs de 1999 à 2003.

«Je n'apprécie pas beaucoup ce type de langage, a déclaré Serena. J'en ai marre de la fermer, ce n'est pas juste. Nous nous sommes entraînées très durement mais nous souffrons de quelques blessures», a-t-elle dit.

La joueuse américaine a ajouté: «Nous ne sommes pas sur le déclin, nous sommes là et bien là. Je n'ai pas à remporter ce tournoi pour prouver quoi que ce soit. Je sais que je suis ici et que je suis l'une des meilleures joueuses du lot.»

Dans le tableau junior, Aleksandra Wozniak, n° 6, de Blainville, a atteint la troisième ronde en simple à la suite d'une victoire de 6-1, 6-1 contre la Tawainaise Hwang I-hsuan. Elle a également fait équipe avec la Danoise Caroline Wozniacki dans un match de double en première ronde et elles l'ont emporté 6-0, 6-2 face aux Australiennes Alison Bai et Tammi Patterson.

Ekaterina Shulaveva, d'Oakville en Ontario, et Valérie Tetreault, de L'Acadie, se sont pour leur part inclinées 6-3 et 6-1 aux dépens des Roumaines Sorana Cirstea et Monica Niculescu.

Associated Press

CONCOURS

# LE DEVOIR

CONSULAT GÉNÉRAL DE GRÈCE (SECTION TOURISME) / CONSULATE GENERAL OF GREECE (TOURISM SECTION)

NOLITOUR VACANCES

## Grèce

### La magnifique

air transat

Perles de l'Égée  
3 jours de croisière dans les îles grecques et en Turquie, 4 jours à Mykonos.

[www.nolitour.com](http://www.nolitour.com)

**LE DEVOIR**  
Retournez à : Concours Grèce, Perles de l'Égée, 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9  
Le tirage aura lieu le 4 mars 2005 à 10h.  
Faites-nous parvenir les coupures de participation avant le 23 février 2005 à 17h30. Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par personne.  
Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées.  
Les conditions et règlements du concours sont disponibles à la réception du Devoir Valeur de 3 318 \$.

Nom : .....  
Adresse : ..... App. : ..... Ville : .....  
Code postal : ..... Courriel : .....  
Téléphone : (rés.) ..... (dur.) .....  
Question mathématique : (55 + 36) - 41 = ..... Abonné(e) : Oui  Non

### EN BREF

## Le Canada perd son premier match au championnat mondial junior de water-polo

Perth, Australie — La Montréalaise Krystina Alogbo et Whitney Genoway, de Regina, ont marqué chacune deux buts lorsque le Canada, champion en titre, a perdu son premier match 6-5 contre la Grèce, hier au championnat du monde junior de water-polo. Les Grecques (2-0) ont remporté le titre du groupe D à la suite de la victoire, tandis que le Canada et Porto-Rico ont des fiches de 0-1. Le Canada affrontera Porto-Rico aujourd'hui dans un match qui déterminera la deuxième et dernière place donnant accès à la ronde éliminatoire du groupe. Alexandra Dionne, de Sainte-Foy, a réussi l'autre but du Canada. La gardienne Jessica Wagner, de Regina, a repoussé 13 tirs devant le filet. — PC

### SUPER BOWL

## Les Eagles mettent Jeff Thomason sous contrat pour remplacer Lewis

Philadelphie — L'ailier rapproché Jeff Thomason va participer au Super Bowl dans l'uniforme des Eagles de Philadelphie après avoir raté les deux dernières saisons de la NFL. Thomason a signé un contrat avec les Eagles hier. Il comblera l'absence de l'ailier rapproché Chad Lewis, qui a inscrit deux touchés mais qui s'est également blessé dans la victoire de 27-10 contre les Falcons d'Atlanta, dimanche, en finale de l'Association nationale.

Le nom de Lewis a été placé sur la liste des blessés pour libérer un poste dans la formation.

Thomason a passé trois saisons avec les Eagles mais il n'a

pas joué depuis 2002. Il a capté 25 passes avec les Eagles, dont sept pour des touchés.

L.J. Smith remplacera Lewis dans la formation partante contre les Patriots de la Nouvelle-Angleterre au Super Bowl, le 6 février. Mike Bartrum, peu utilisé, est le seul autre ailier rapproché des Eagles.

Thomason a entrepris sa carrière à Cincinnati en 1992. Il a joué pendant cinq saisons à Green Bay, avant de s'amener à Philadelphie en 2000. Il a saisi 67 passes pour des gains de 650 verges et 10 touchés en 150 matchs.

Associated Press